

**Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES**

DELIBERATION N° 2021-026

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 mars 2021

L'an deux mille vingt et un, le 23 mars à 18h30,

le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 19 mars 2021, a tenu une réunion en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Étaient présents : Christophe AUBERT, maire,
Éric GRAVIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, Françoise MOREAU, adjoints
Marie-Hélène COING, maire délégué
Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Paul VAN LEEUWEN, Enrica TASSO,
Ugo MOUNIER, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Jocelyne MARTIN, Angélique AGUILAR,
conseillers municipaux.

Étaient absents : Camille DURDAN, André GARDEN

Étaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Agnès ARGENTIER donne pouvoir à Françoise MOREAU
Pierre BALME donne pouvoir à Christophe AUBERT
Stéphanie DEBOUT donne pouvoir à Jocelyne MARTIN
Delphine VAZEUX donne pouvoir à Jocelyne MARTIN
Pascal ESPITALIER donne pouvoir à Éric GRAVIER

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mmes Françoise MOREAU et Jocelyne MARTIN ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'elles ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.2 – Délégation de service public

OBJET : Pacte restreint entre les communes actionnaires de la SATA

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;

VU le contrat de Délégation de Service Public pour la construction et l'exploitation du domaine skiable ;

VU les délibérations 2020-119 et 2020-120 du 27 octobre 2020 ;

VU le projet de pacte joint ;

Monsieur le maire expose à l'assemblée que le capital social de la Société d'Aménagement Touristique de l'Alpe d'Huez et des Grandes Rousses est réparti en actions ordinaires A détenues par les communes d'Huez, Vaujany, Villard Reculas, La Garde, Auris en Oisans, Oz en Oisans, Le Freney d'Oisans, actions de préférence B détenues par les investisseurs financiers, en actions de préférence B' détenues par les investisseurs financiers et en actions de préférence C détenues par les communes d'Huez, Auris en Oisans, La Grave, Les Deux Alpes et Saint Christophe en Oisans.

Afin de préciser leurs relations au sein de la Société SATA, notamment concernant les besoins de développement de leur domaine skiable respectif, les communes ont convenu de conclure un pacte d'actionnaires restreint.

En outre et dans le cadre du suivi des investissements de la Société SATA en matière d'aménagements sur le territoire de chaque commune partie au Pacte et en vue d'entretenir la réflexion du Conseil

d'Administration de la Société en la matière et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions en ce sens, les communes ont demandé la mise en place d'un Comité d'Aménagements dont les principes fondateurs sont inscrits au pacte.

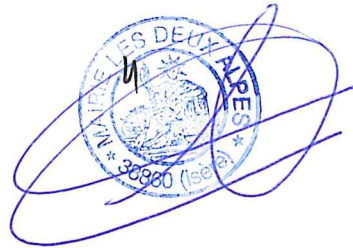
Il est également précisé que le pacte sera conclu pour une durée de dix ans.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à l'assemblée de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** le pacte d'actionnaires restreint,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit pacte ainsi que les documents inhérents.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT



PACTE D'ACTIONNAIRES RESTREINT

- COMMUNES -

Entre :

La Commune d'AURIS-EN-OISANS

La Commune d'HUEZ

La Commune d'OZ-EN-OISANS

La Commune de LA GARDE

La Commune de LA GRAVE

La Commune de LE FRENEY-D'OISANS

La Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS

La Commune de VAUJANY

La Commune de VILLARD-RECLUS

La Commune des DEUX ALPES

En date du [jour] mars 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

1. La Commune d'AURIS-EN-OISANS

Mairie

L'Église

38142 AURIS-EN-OISANS

Représentée par Monsieur Yves MOIROUX, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune d'AURIS-EN-OISANS en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune d'AURIS-EN-OISANS** » ;

DE PREMIÈRE PART ;

2. La Commune d'HUEZ

Mairie annexe

226 route de la Poste

38750 ALPE D'HUEZ

Représentée par Monsieur Jean-Yves NOYREY, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune d'HUEZ en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune d'HUEZ** » ;

DE DEUXIÈME PART ;

3. La Commune d'OZ-EN-OISANS

Mairie

Le Village

38114 OZ-EN-OISANS

Représentée par Monsieur Philippe SAGE, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune d'OZ-EN-OISANS en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune d'OZ-EN-OISANS** » ;

DE TROISIÈME PART ;

4. La Commune de LA GARDE

Mairie

Hameau de la Ville

38520 LA GARDE

Représentée par Monsieur Pierre GANDIT, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune de LA GARDE en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune de LA GARDE** » ;

DE QUATRIÈME PART ;

5. La Commune de LA GRAVE

Mairie

Route départementale 1091

05320 LA GRAVE

Représentée par Monsieur Jean-Pierre PIC, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune de LA GRAVE en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune de LA GRAVE** » ;

DE CINQUIÈME PART ;

6. La Commune de LE FRENEY-D'OISANS

Mairie

Le Village

38142 LE FRENEY-D'OISANS

Représentée par Monsieur Christian PICHOUD, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune de LE FRENEY-D'OISANS en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune de LE FRENEY-D'OISANS** » ;

DE SIXIÈME PART ;

7. La Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS

Mairie

La Ville

38520 SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS

Représentée par Monsieur Jean-Louis ARTHAUD, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS** » ;

DE SEPTIÈME PART ;

8. La Commune de VAUJANY

Mairie

11 route de la Cour Basse

38114 VAUJANY

Représentée par Monsieur Yves GENEVOIS, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune de VAUJANY en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune de VAUJANY** » ;

DE HUITIÈME PART ;

9. La Commune de VILLARD-RECULAS

Mairie

1 route d'Huez

38114 VILLARD-RECULAS

Représentée par Monsieur Quentin PERROT, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune de VILLARD-RECULAS en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune de VILLARD-RECULAS** » ;

DE NEUVIÈME PART ;

10. La Commune des DEUX ALPES

Mairie

48 avenue de la Muzelle

BP 12

38860 LES DEUX ALPES

Représentée par Monsieur Christophe AUBERT, Maire, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal de la Commune des DEUX ALPES en date du [jour] [mois] 2020 ;

ci-après désignée la « **Commune des DEUX ALPES** » ;

DE DIXIÈME PART.

Les Soussignées de première à dixième part sont ci-après dénommées individuellement la « **Partie** » ou collectivement les « **Parties** ».

APRÈS AVOIR EXPOSÉ CE QUI SUIT :

1. La SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DE L'ALPE D'HUEZ ET DES GRANDES ROUSSES, Société Anonyme d'Économie Mixte à Conseil d'administration au capital de 21 744 632 euros, dont le siège social est sis rue du Pic Blanc à HUEZ (38750), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GRENOBLE sous le numéro 775 595 960 (ci-après la « **Société** ») a pour objet la construction et l'exploitation de domaines skiables notamment par :
 - a) la construction, l'exploitation de tous appareils de remontée mécanique ainsi que tous moyens de transport, existants ou futurs, pouvant être utilisés dans les stations de montagne en toutes saisons ;
 - b) la construction de tous bâtiments annexes à ces installations ;
 - c) l'organisation et la vente de voyages ou de séjours touristiques, individuels ou collectifs ainsi que la prestation de tous services pouvant être fournis à cette occasion ;
 - d) la construction et l'exploitation de bars, restaurants et hôtels ;
 - e) l'acquisition par voie d'apport ou autrement, la location y compris de longue durée avec ou sans promesse de vente de tous immeubles, maisons, terrains, appareils de toutes sortes se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ;
 - f) la participation de la Société dans toutes opérations pouvant se rattacher à l'objet social par voie de création de sociétés nouvelles, de commandite, de souscription ou d'achat de titres sociaux, de fusion ;

g) et généralement toutes opérations mobilières, immobilières, y compris s'agissant d'une activité d'agent immobilier, et financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social défini ci-dessus ou à tous autres objets similaires ou connexes de manière à favoriser son extension ou son développement.

2. Son capital social s'élève à la somme de 21 744 632 euros et est divisé en 418 166 actions de 52 euros de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées, réparties comme suit :

- 224 095 actions ordinaires A ;
- 30 300 actions de préférence B détenues par les investisseurs financiers ;
- 65 044 actions de préférence B' détenues par les investisseurs financiers ;
- 98 727 actions de préférence C détenues par les Communes.

Lesdites actions sont par ailleurs réparties de la manière suivante entre les actionnaires de la Société :

	Nombre d'actions ordinaires A détenues	Nombre d'actions de préférence B détenues	Nombre d'actions de préférence B' détenues	Nombre d'actions de préférence C détenues	Nombre total d'actions détenues	% du capital
Catégorie d'actionnaires : Communes						
Commune d'HUEZ	123 400			89 670	213 070	50,95
Commune de VAUJANY	169				169	0,04
Commune de VILLARD-RECLUS	120				120	0,03
Commune de LA GARDE	240				240	0,06
Commune d'AURIS EN OISANS	260			2 877	3 137	0,75
Commune d'OZ EN OISANS	120				120	0,03
Commune de FRENEY EN OISANS	72				72	0,02
Commune de LA GRAVE				60	60	0,01
Commune des DEUX ALPES				6 060	6 060	1,45
Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS				60	60	0,01
<i>Sous-total</i>	<i>124 381</i>			<i>98 727</i>	<i>223 108</i>	<i>53,35</i>
Catégorie d'actionnaires : Investisseurs						
CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS	5 984	14 000	25 449		45 433	10,86
LYONNAISE BANQUE	4 561				4 561	1,09
CAISSE D'EPARGNE		14 000	12 052		26 052	6,23
BANQUE RHÔNE-ALPES	4 590		3 030		7 620	1,82
CREDIT AGRICOLE	180	1 150	12 423		13 753	3,29
BANQUE POPULAIRE DES ALPES		1 150	12 090		13 240	3,17
<i>Sous-total</i>	<i>15 315</i>	<i>30 300</i>	<i>65 044</i>		<i>110 659</i>	<i>26,46</i>
Catégorie d'actionnaires : actionnaires privés						
Personnes physiques et morales	84 399				84 399	20,18
TOTAL	224 095	30 300	65 044	98 727	418 166	100,00

3. Les trois contrats de délégation de service public alors en vigueur régissant l'exploitation du domaine skiable des DEUX ALPES ne permettant plus d'assurer une exploitation efficiente du service public des remontées mécaniques et la mise en œuvre d'un nouveau programme complet d'investissements sur ledit domaine apparaissant nécessaire, les Communes des DEUX ALPES (issue de la fusion des Communes de VENOSC et de MONT-DE-LANS) et de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS ont décidé de résilier par anticipation lesdits contrats et de déléguer, en leur qualité de groupement d'autorités concédantes, la construction et l'exploitation du domaine skiable des DEUX ALPES sous la forme d'un nouveau contrat de concession unique et ce, à compter du mois de décembre 2020.
4. À l'issue de la procédure de passation du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation et la construction du domaine skiable des DEUX ALPES, la Société s'est vu confier l'exploitation et la construction dudit domaine à compter du 1^{er} décembre 2020.
5. Dans le cadre du financement des investissements prévus au terme du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation et la construction du domaine skiable des DEUX ALPES, le Conseil d'administration de la Société en date du 27 juillet 2020 a, sur délégation de compétence consentie par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 10 juillet 2020, notamment décidé de procéder à une augmentation de capital social en numéraire d'un montant nominal de 945 412 euros, portant ainsi le capital social d'un montant de 17 718 480 euros à un montant de 18 663 892 euros, par l'émission, au prix unitaire de 165 euros, soit avec une prime d'émission de 113 euros, de 18 181 actions de préférence C nouvelles de 52 euros de valeur nominale chacune, dont la souscription a été réservée aux collectivités territoriales suivantes :

- **La Commune d'HUEZ**

Mairie annexe
226 route de la Poste
38750 ALPE D'HUEZ

À hauteur de 12 001 actions de préférence C nouvelles ;

- **La Commune des DEUX ALPES**

Mairie
48 avenue de la Muzelle
BP 12
38860 LES DEUX ALPES

À hauteur de 6 060 actions de préférence C nouvelles ;

- **La Commune de LA GRAVE**

Mairie
Route départementale 1091
05320 LA GRAVE

À hauteur de 60 actions de préférence C nouvelles ;

- **La Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS**

Mairie
La Ville
38520 SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS

À hauteur de 60 actions de préférence C nouvelles.

6. En conséquence de ce qui précède, les Parties sont convenues de conclure le présent pacte d'actionnaires restreint afin de préciser leurs relations au sein de la Société, notamment concernant les besoins de développement de leur domaine skiable respectif (ci-après le « **Pacte** »), étant précisé que le Pacte remplace et annule toute convention ou accord conclu précédemment entre tout ou partie des Parties portant sur le même objet que le Pacte.

À cet égard, il est précisé que, sauf stipulation expresse contraire du Pacte, les obligations qu'il instaure sont souscrites sans solidarité entre les Parties.

Les Parties déclarent et reconnaissent que la phase précontractuelle, au cours de laquelle ont eu lieu les échanges et négociations entre elles a été conduite de bonne foi et chacune des Parties reconnaît avoir bénéficié, durant cette phase, de toutes les informations utiles pour lui permettre de s'engager en toute connaissance de cause.

Chacune des Parties déclare avoir communiqué toute information susceptible de déterminer le consentement de l'autre Partie et qu'elle ne pouvait légitimement ignorer.

Chacune des Parties déclare également avoir reçu communication de tous les éléments demandés, de toutes les informations sollicitées auprès de l'autre Partie et avoir pris connaissance et examiné toute pièce utile.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DÉCLARATIONS PRÉALABLES

1.1. Déclarations des Parties

Chaque Partie au Pacte déclare et garantit aux autres Parties, en ce qui la concerne, et sans solidarité entre elles, qu'à la date des présentes :

- la signature et l'exécution du Pacte ont été valablement autorisées par ses organes délibérants compétents, n'entraînent (ni n'entraîneront) aucune violation, résiliation ou modification de l'une quelconque des conditions ou modalités de tous contrats ou actes auxquels elle est partie et le Pacte n'est en opposition avec aucune disposition desdits contrats ou actes ;
- elle a la capacité de signer et d'exécuter le Pacte et de réaliser les opérations qui y sont prévues ;
- elle n'est pas partie, directement ou indirectement, à un accord séparé relatif à l'administration de la Société ou à la transmission de tout ou partie de ses Actions, ou dont l'objet est semblable à celui du Pacte (ou à toute partie du Pacte), à l'exception des statuts de la Société.

1.2. Primauté du Pacte

Pour tout ce qui concerne le fonctionnement de la Société, les Parties s'engagent irrévocablement à respecter les dispositions légales applicables à la Société, les stipulations du Pacte, ainsi que les statuts de la Société. Toutefois, en cas de conflit entre les statuts de la Société et le Pacte, il est expressément convenu que le Pacte prévaudra entre les Parties.

ARTICLE 2. DÉFINITIONS

Pour l'application du Pacte, les termes débutant par une lettre majuscule ont le sens qui leur est donné ci-après :

- « **Actions** » : Désigne les actions composant à une date considérée, le capital de la Société à cette même date.
- « **Actionnaire(s)** » : Désigne la ou les communes actionnaires détenant des Titres de la Société et signataire(s) du Pacte.
- « **Collectivités Tierces Délégentes** » : A la signification qui lui est donnée à l'article 9.1 ci-après.
- « **Comité d'Aménagements** » : Désigne le comité « ad hoc » institué par les Parties aux termes de l'article 3 du Pacte.
- « **Incapacité** » : Désigne l'incapacité résultant d'un accident ou d'une maladie entraînant une incapacité de travail au sens de l'article L. 351-7 du Code de la sécurité sociale et empêchant définitivement la personne concernée d'exercer ses fonctions de maire de sa Commune (le placement sous tutelle ou sous curatelle ou tout autre régime de protection équivalent sera également considéré comme une incapacité).
- « **Invalidité** » : Désigne une invalidité permanente de deuxième ou troisième catégorie au sens de l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.
- « **Invités** » : A la signification qui lui est donnée à l'article 3.2 ci-après.
- « **Organes Sociaux Compétents** » : Désigne l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société ainsi que le Conseil d'administration de la Société ou tout autre organe social de la Société qui pourrait se substituer audit Conseil.
- « **Pacte** » : A la signification qui lui est donnée en préambule des présentes.
- « **Personne à l'Initiative de la Convocation** » : A la signification qui lui est donnée à l'article 3.2 des présentes.
- « **Société** » : Désigne la SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DE L'ALPE D'HUEZ ET DES GRANDES ROUSSES, Société Anonyme d'Économie Mixte à Conseil d'administration au capital de 21 744 632 euros, dont le siège social est sis rue du Pic Blanc à HUEZ (38750), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GRENOBLE sous le numéro 775 595 960.
- « **Tiers** » : Désigne toute personne physique ou morale non partie au Pacte.
- « **Titre(s)** » : Désigne les actions et toutes valeurs mobilières qui sont ou seront émises par la Société, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital social ou des droits de vote de la Société, notamment et sans que cette liste soit limitative, par souscription, conversion, remboursement, présentation ou exercice de bons, et tout droit d'attribution, de souscription ou de priorité attachés ou non à ces actions ou valeurs mobilières.

« **Transfert(s)** » :

Désigne toute opération entraînant le transfert de propriété ou le démembrement de Titres détenus par une Partie, à titre onéreux ou non, quelle qu'en soit la nature juridique et pour quelque cause que ce soit (en ce compris notamment la cession, la dation, la donation, la transmission successorale, l'apport, la fusion, la scission, l'apport en société, l'échange, la vente publique ou une forme combinée de ces formes de transfert de propriété relatifs aux Titres de la Société et aux droits préférentiels de souscription attachés aux Titres de la Société).

ARTICLE 3. COMITÉ D'AMÉNAGEMENTS

Dans le cadre du suivi des investissements de la Société en matière d'aménagements sur le territoire de chaque commune partie au Pacte et en vue d'entretenir la réflexion du Conseil d'administration de la Société en la matière et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions en ce sens, les Parties décident la mise en place d'un Comité d'Aménagements dont la composition, le fonctionnement et les pouvoirs sont régis par les dispositions ci-après.

Il est ici précisé que, dans le cadre du présent article, il faut entendre par « *aménagements* » tous aménagements liés aux délégations de services publics gérées par la Société.

À ce titre, les Parties s'engagent à tout mettre en œuvre afin que le Comité d'Aménagements respecte, à tout moment pendant la durée du Pacte, les principes fondateurs ci-après énoncés.

3.1 Principes fondateurs du Comité d'Aménagements

1. Le Comité d'Aménagements se veut un lieu d'échange entre les maires de chaque Commune partie au Pacte afin de débattre de leur préoccupation en matière d'aménagements de leur territoire respectif comme il est dit en préambule du présent article 3.
2. Le Comité d'Aménagements sera composé à titre permanent, pour toute la durée du Pacte, des maires de chaque commune partie au Pacte.
3. Au début de chacune des réunions du Comité d'Aménagements, les membres dudit Comité désigneront, parmi eux, un président de séance appelé à mener les débats de la réunion (ci-après le « **Président de Séance** »).
4. Le Comité d'Aménagements délibérera valablement qu'en la présence effective (ou par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective dans les conditions définies par la réglementation en vigueur) d'au moins la moitié de ses membres présents ou réputés tels..
5. Chaque membre disposera d'une voix délibérative.
6. Les propositions d'aménagements formulées dans le cadre d'une réunion du Comité d'Aménagements seront systématiquement présentées pour délibérations aux Organes Sociaux Compétents de la Société par la Commune représentant l'Assemblée Spéciale des Communes, dans la mesure où lesdites propositions auront été approuvées à la majorité des trois-quarts des membres disposant d'une voix délibérative, chacun d'eux disposant d'une voix. Le vote par représentation est interdit, sauf en cas d'Incapacité ou d'Invalidité d'un des membres du Comité d'Aménagements qui, dans cette seule hypothèse, pourra se faire représenter par son Premier Adjoint.
7. À défaut de majorité des trois-quarts comme il est dit ci-avant sur une ou plusieurs propositions d'aménagements données, il sera opéré un vote restreint où seuls les membres suivants pourront participer :

- le maire de la Commune d'HUEZ ;
- le maire de la Commune des DEUX-ALPES et le maire de la Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS, étant ici précisé que, de convention expresse entre les Parties, dans le cadre du Vote Restreint, ces derniers n'exprimeront ensemble qu'une seule et unique voix ; et
- les maires du ou des Communes concernées par une proposition d'aménagement portée à l'ordre du jour du Comité d'Aménagements ;

(ci-après le « **Vote Restreint** »).

8. À défaut d'unanimité dans le cadre du Vote Restreint, il appartiendra aux maires du ou des Communes concernées par une proposition d'aménagement portée à l'ordre du jour du Comité d'Aménagements de décider s'il y a lieu ou non de présenter, in extenso, par l'intermédiaire (i) du maire de la Commune d'HUEZ en sa qualité de Président du Conseil d'administration de la Société ou (ii) de la Commune représentant l'Assemblée Spéciale des Communes, la ou lesdites propositions, pour délibération finale, aux Organes Sociaux Compétents de la Société.
9. Les membres du Comité d'Aménagements pourront participer aux réunions par voie de téléconférence (conférence téléphonique ou visioconférence) ou par tout autre moyen de communication similaire, à condition que le moyen en cause réponde à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à ces réunions dont les délibérations seront retransmises de façon continue.
10. Les membres du Comité d'Aménagements ne percevront aucune rémunération pour l'exercice de leur fonction.
11. Le Comité d'Aménagements invitera le Directeur Général de la Société à assister à toutes ses réunions, sans que celui-ci n'ait de voix délibérative. Le Directeur Général de la Société disposera des mêmes droits et informations que les membres du Comité d'Aménagements, à l'exclusion comme il est dit ci-avant du droit de vote.
12. En fonction des questions étudiées par le Comité d'Aménagements, des membres du Conseil d'administration, des actionnaires ou des tiers (en ce compris des salariés ou toute personne de la Direction de la Société) experts dans un domaine de compétence particulier pourront être invités aux réunions du Comité d'Aménagements (ci-après les « **Invités** »).

Les Invités ne disposeront d'aucun droit de communication ou d'information particulier concernant la réunion du Comité d'Aménagements à laquelle ils seront invités.

Les Invités pourront être consultés par le Comité d'Aménagements sur des questions particulières mais ne disposeront d'aucune voix délibérative.

13. À l'exception des règles particulières applicables au fonctionnement des assemblées délibérantes des collectivités, les membres du Comité d'Aménagements ainsi que toute personne extérieure qui assisterait à une réunion seront tenus envers tout tiers audit Comité à une obligation de confidentialité à l'égard de toutes les informations communiquées et/ou échangées lors du Comité d'Aménagements auquel ils auront participé.

3.2. Fonctionnement du Comité d'Aménagements

Les réunions du Comité d'Aménagements se tiendront aussi souvent que nécessaires et au moins deux (2) fois par an.

Le Comité d'Aménagements se réunira au siège de la Société sur convocation de l'un de ses membres ayant voix délibérative ou du Directeur Général de la Société (ci-après la « **Personne à l'Initiative de la Convocation** »).

Sauf si les membres du Comité d'Aménagements y renoncent à l'unanimité, ou sauf cas d'urgence motivée, le Comité d'Aménagements ne pourra délibérer que si chacun des membres dudit Comité aura été convoqué, par la Personne à l'Initiative de la Convocation, par écrit par tous moyens (y compris par communication électronique) au moins cinq (5) jours calendaires à l'avance, moyennant communication écrite d'un ordre du jour.

Les décisions du Comité d'Aménagements seront prises lors d'une réunion ou par voie de téléconférence (conférence téléphonique ou visioconférence).

Les délibérations du Comité d'Aménagements (que ce soit lors d'une réunion ou par voie de téléconférence) seront constatées par des procès-verbaux signés par le Président de Séance et un membre du Comité d'Aménagements.

Le Comité d'Aménagements pourra demander au Directeur Général de la Société de préparer tout rapport ou tout document que ledit Comité estimerait raisonnablement nécessaire préalablement à ses réunions.

3.3. Prérogatives du Comité d'Aménagements

En vue de garantir l'affectation de la capacité d'investissement générée sur le territoire au développement et à la valorisation dudit territoire (respect du principe « *chaque économie sert son économie* » que les Parties ont souhaité instituer entre elles) et sans incidence aucune sur les investissements d'ores et déjà programmés au niveau de chaque contrat de délégation de service public, le Comité d'Aménagements disposera des prérogatives suivantes :

- entretenir la réflexion du Conseil d'administration de la Société en matière d'aménagements sur le territoire de chaque commune partie au Pacte ;
- suivi de la stratégie globale de la Société en la matière ;
- réunir des experts afin d'examiner l'opportunité des choix stratégiques envisagés en la matière ;
- plus généralement, étudier les questions que le Conseil d'administration ou le Président du Comité d'Aménagements soumettra, pour avis, à son examen.

ARTICLE 4. SOUVERAINETÉ DES ORGANES DE DIRECTION ET DES ORGANES SOCIAUX COMPÉTENTS DE LA SOCIÉTÉ

De convention expresse entre les Parties et afin de faciliter la mise en œuvre des propositions formulées par le Comité d'Aménagements, la Commune d'HUEZ et la Commune représentant l'Assemblée Spéciale des Communes s'engagent irrévocablement à réitérer les accords adoptés au sein dudit Comité et/ou à faire en sorte que leurs représentants réitérent ces mêmes accords lors des délibérations des Organes Sociaux Compétents de la Société.

Il est cependant ici précisé qu'en instaurant les dispositions ci-avant, les Parties n'entendent pas se substituer ni aux organes de direction de la Société ni aux Organes Sociaux Compétents de la Société qui conservent leur autonomie de gestion, les missions qui leur sont dévolues et les responsabilités incombant directement à leurs fonctions et à leurs décisions.

ARTICLE 5. APPLICATION DU PACTE

5.1 Durée du Pacte

Le Pacte, qui entre en vigueur à compter de sa signature, est conclu pour une durée de dix (10) ans.

Toute Partie pourra mettre fin au Pacte, pour ce qui la concerne, en notifiant sa décision aux autres Parties et ce, en respectant un préavis de six (6) mois avant la date effective de son retrait volontaire.

Le Pacte cessera de s'appliquer, pour l'avenir, à un Actionnaire qui perdra cette qualité sous réserve, toutefois, de l'engagement souscrit à l'article 10 qui continuera à s'appliquer pour la durée qui y est prévue.

En revanche, l'Actionnaire restera responsable à l'égard des autres Actionnaires de tous manquements à ses engagements résultant du Pacte, y compris de ceux qui ne se révéleraient qu'après la perte de sa qualité d'Actionnaire.

5.2 Exécution du Pacte

Les Parties au Pacte s'engagent à toujours se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter toutes les conventions y figurant dans cet esprit.

Toutes les stipulations du Pacte sont de rigueur et s'imposent aux Parties.

5.3 Clause de revoyure

Sans préjudice de la faculté de réviser ponctuellement les dispositions du Pacte, les Parties se rencontreront dans dix-huit (18) mois à compter de la signature des présentes en vue d'examiner l'opportunité de modifier ou d'adapter, par avenant, le Pacte à leur situation contractuelle.

ARTICLE 6. IMPRÉVISION

Les Parties sont convenues de renoncer expressément à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil et du régime de l'imprévision qui y est prévu et d'exécuter le présent Pacte indépendamment de la survenance de changements de circonstances imprévisibles modifiant les circonstances économiques sur lesquelles les Actionnaires s'étaient fondés lors de la conclusion du Pacte.

ARTICLE 7. INTÉGRALITÉ DU PACTE

Les Parties conviennent que le Pacte représente l'intégralité de leurs accords quant à son objet et remplace, annule et prévaut sur toutes conventions ou documents antérieurs qu'ils ont pu conclure ou se communiquer, ayant un objet identique ou semblable à celui du Pacte.

Toute modification du Pacte nécessitera un accord écrit de toutes les Parties.

ARTICLE 8. AUTONOMIE DES DISPOSITIONS

Au cas où une stipulation quelconque du Pacte devrait être invalidée pour une raison quelconque, cette invalidation n'aura aucun effet sur la validité des autres stipulations dudit Pacte.

Les Parties s'efforceront de bonne foi de remplacer toute stipulation ainsi invalidée par une stipulation d'un effet juridique et économique équivalent à celui de la stipulation invalidée.

ARTICLE 9. ADHÉSION AU PACTE

9.1 Transfert à une Collectivité Tierce Délégente

Pour le cas où une Partie déciderait un Transfert d'une ou plusieurs de ses Actions à un Tiers appartenant à la catégorie des collectivités territoriales ou leurs groupements délégants (ci-après les « *Collectivités Tierces Délégentes* »), elle s'engage à faire adhérer ledit Tiers au Pacte, au plus tard lors de la réalisation du Transfert et se porte fort de cette adhésion. Cette adhésion ne sera toutefois pas requise dans les cas spécifiques prévus au Pacte.

En conséquence, l'adhésion de la Collectivité Tierce Délégente se fera par la remise par ce dernier d'une lettre d'adhésion contresignée par chacune des Parties. Ladite Collectivité Tierce Délégente deviendra de ce fait l'une des Parties pour les besoins du Pacte. La Collectivité Tierce Délégente bénéficiera des mêmes droits et sera lié par les mêmes obligations que le cédant au titre du Pacte, sauf accord contraire des Parties.

9.2 Augmentation de capital

Pour le cas où une augmentation de capital serait réservée, en tout ou partie, à un ou plusieurs Collectivités Tierces Délégentes, les Parties, par les présentes, donnent instruction et mandat irrévocable à la Société pour recueillir l'adhésion de ladite ou desdites Collectivités Tierces Délégentes au Pacte.

En conséquence, l'adhésion de toute Collectivité Tierce Délégente se fera par remise par cette dernière d'une lettre d'adhésion contresignée par chacune des Parties. Ladite Collectivité Tierce Délégente deviendra de ce fait l'une des Parties pour les besoins du Pacte.

La Collectivité Tierce Délégente bénéficiera des mêmes droits et sera lié par les mêmes obligations que les Parties.

ARTICLE 10. CONFIDENTIALITÉ

Les Parties déclarent et reconnaissent que les échanges qu'elles auront dans le cadre du Comité d'Aménagements ou les informations techniques, commerciales, financières ou autres auxquelles elles auront accès, conserveront un caractère strictement confidentiel.

Elles s'engagent, en conséquence, à ne pas en divulguer le contenu, à quelque personne et sous quelque forme que ce soit, sous réserve des prescriptions du Pacte applicables en la matière conformément aux dispositions de l'article 3 ci-avant et des contraintes légales qui leur sont propres.

ARTICLE 11. TRANSMISSION DU PACTE

Il est expressément prévu qu'en cas de cession ou Transfert à un Tiers des Titres de la Société appartenant à l'une des Parties, effectué(e) conformément aux dispositions du Pacte, le cessionnaire sera tenu du respect de toutes les clauses de celui-ci ce dont les Parties se portent fort, le cédant demeurant en tout état de cause garant solidaire du respect desdits engagements par le cessionnaire.

En conséquence, la cession ou le Transfert ne sera opposable aux autres Actionnaires et à la Société qu'au vu de l'engagement écrit du cessionnaire d'adhérer au Pacte et de respecter les droits et obligations qui y figurent.

ARTICLE 12. NOTIFICATIONS

Toute notification est valablement adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au siège social ou au domicile élu par les Parties en tête de la présente, ou lettre remise en main propre contre décharge ou exploit d'huissier.

Toute modification de siège social ou de domicile élu d'une Partie doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée aux autres Parties et ne devient effective qu'après première présentation de la lettre recommandée à son destinataire.

Tout délai se calcule à partir de la date de première présentation de la lettre recommandée, la mention de la Poste faisant foi, ou à compter du jour de signature de la décharge inscrit par le destinataire de la notification ou à compter du jour de la remise de l'exploit d'huissier.

ARTICLE 13. RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout différend entre les Parties portant sur l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du Pacte et de ses suites, ou en relation avec le Pacte seront soumis à la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de GRENOBLE.

ARTICLE 14. LOI APPLICABLE

Le Pacte sera régi par et interprété selon la loi française.

OoOoO

Fait à [VILLE], le [jour] mars 2021, en autant d'exemplaires qu'il y a de Parties.

Commune d'AURIS-EN-OISANS
Représentée par M. Yves MOIROUX

Commune d'HUEZ
Représentée par M. Jean-Yves NOYREY

Commune d'OZ-EN-OISANS
Représentée par M. Philippe SAGE

Commune de LA GARDE
Représentée par M. Pierre GANDIT

Commune de LA GRAVE
Représentée par M. Jean-Pierre PIC

Commune de LE FRENEY-D'OISANS
Représentée par M. Christian PICHOU

Envoyé en préfecture le 31/03/2021

Reçu en préfecture le 31/03/2021

Affiché le

 SLOW

ID : 038-200064434-20210323-DEL2021026-DE

**Commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-
OISANS**

Représentée par M. Jean-Louis ARTHAUD

Commune de VAUJANY

Représentée par M. Yves GENEVOIS

Commune de VILLARD-RECLUS

Représentée par M. Quentin PERROT

Commune des DEUX ALPES

Représentée par M. Christophe AUBERT